



Ce CSA se déroule alors que les personnels subissent de plein fouet les conséquences du budget Macron-Lecornu imposé une nouvelle fois par l'utilisation de l'antidémocratique article 49-3. Il s'attaque frontalement à la Sécurité sociale, à l'hôpital public et à l'Ecole publique où 3256 postes d'enseignants sont supprimés. En revanche, 7 milliards d'Euros supplémentaires sont versés pour l'armement et le budget de la Défense dépasse celui de l'Education nationale.

A ces suppressions de postes s'ajoutent nationalement dans le 1^{er} degré 1 000 postes réservés aux PAS qui entraîneront autant de fermetures de classes supplémentaires. PAS déjà installés en Côte d'Or depuis deux ans. D'ailleurs, le ministre Geffray, évoquant au Sénat notre département et celui de l'Aisne a dévoilé leur véritable objectif : il a indiqué que dans ces deux départements, la mise en place des PAS a permis de diminuer les notifications MDPH de 6%. Nous confirmez-vous ce chiffre ? SI les propos du ministre s'avéraient exacts, cela confirmerait ce que la FNEC FP FO explique aux personnels : les PAS sont un moyen de casser le thermomètre, de remettre en cause le droit des élèves en situation de handicap de disposer de conditions de scolarisation adaptées à leurs difficultés ; ils sont une nouvelle mesure d'économie sur le dos des plus fragiles.

Pour la FNEC-FP FO, la question du respect des notifications MDPH, de la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, du recrutement d'AESH à hauteur des besoins, de la création d'un statut avec un temps plein de 24h pour les AESH sont des nécessités urgentes pour qu'enfin cesse la maltraitance que subissent en premier lieu les élèves en situation de handicap et par voie de conséquence les personnels ainsi que tous les autres élèves.

Les conséquences des suppressions de postes du budget Macron-Lecornu sont pour la Côte d'Or d'une violence inédite. Pas moins de 70 écoles sont en effet menacées d'une fermeture de classe. Du jamais vu dans le département !

Si ce projet de carte scolaire était validé il signifierait une dégradation sans précédent des conditions de travail des personnels et des conditions de scolarisation des élèves. Les personnels et les parents d'élèves ne s'y trompent pas et se mobilisent ce matin, alors que se tient ce CSASD. L'école maternelle Voltaire, maternelle Drapeau, maternelle Montmuzard, maternelle Précy Sous Thil Talant élémentaire Jacques Prévert, Sennecey, EREA de Beaune, Til Chatel, Ladoix Serrigny, école élémentaire Blanches Fleurs à Beaune, l'école Pasteur à Auxonne, l'école élémentaire Mansart, Velars sur Ouche, Bligny les Beaune, RPI Pichanges Gemeaux et bien d'autres sont devant le rectorat, représentées par des personnels grévistes et des parents d'élèves. De nombreuses écoles sont totalement fermées et entendent bien continuer la mobilisation si elles ne sont pas entendues.

La colère gronde et pour cause quand on regarde ce projet de carte scolaire : les élèves de Gs continuent d'être des variables d'ajustement et permettent de fermer des classes en maternelle comme par exemple à Précý sous thil à Til Chatel ou encore à Beire chatel. Dans certaines écoles, la fermeture d'une classe engendre des quadruples niveaux PS MS GS CP à 27 comme à Belan sur Ource. Une véritable aberration ! Qui peut soutenir un tel projet ?

En ce qui concerne le remplacement, 40 à 50 classes par jour n'ont pas été remplacées entre janvier et mars. Aujourd'hui ne pas être remplacé est devenu une habitude, être remplacé tient du miracle. Les autorisations d'absence pour les enseignants avec traitement ont été réduites à peau de chagrin et il faut maintenant se justifier quand nous avons besoin d'être soignés. Le terme de rendez-vous médicaux obligatoires est un non-sens ! Et ce n'est pas la mise en place d'un nouveau logiciel ou de l'évolution de l'ancien qui améliorera les conditions de remplacement dans notre département. Ce qu'il faut c'est la création massive de postes de titulaires remplaçants dès la rentrée 2026.

La baisse démographique est invoquée pour justifier cette avalanche de fermetures de classe mais cet argument ne résiste pas aux faits : depuis 2017, 10 000 postes ont été supprimés alors que les effectifs dans les classes ont augmenté ! En réalité, lorsque les effectifs augmentent, c'est la rigueur budgétaire qui oblige à supprimer des postes, et quand ils diminuent, vous parlez de démographie... Si l'éducation était réellement une priorité, le gouvernement partirait des besoins, avec plus d'enseignants devant les élèves, plus de moyens pour les établissements et moins de réformes qui désorganisent tout.

La FNEC-FP FO défendra toutes les écoles qui se mobilisent avec les personnels, les parents d'élèves et les élus locaux pour défendre leurs classes, leurs postes, pour défendre l'Ecole publique face à ce gouvernement qui préfère mettre les milliards dans les porte-avions plutôt que dans les écoles. De l'argent pour l'Ecole publique, pas pour la guerre !